

Le groupe PS au Conseil général demande que des réponses soient apportées aux interrogations posées par « Public Evaluation System » sur la gestion financière de notre département

Cergy, le 9 janvier 2006

Le Conseil général du Val d'Oise a adopté le mois dernier son budget pour 2006. A cette occasion le groupe socialiste a émis de nombreuses réserves notamment sur le choix des politiques et les priorités budgétaires, ainsi que sur les questions liées aux conditions de transfert de compétences et de charges dans le cadre des lois de Décentralisation. La majorité UMP-UDF y est restée sourde préférant « fanfaronner » de la non-augmentation des taux de fiscalité plutôt que de voir que dans de nombreux domaines comme la jeunesse, la solidarité, la vie sportive et culturelle, la vie scolaire, l'action pour l'emploi, les valdoisiens ont besoin d'une autre politique, plus dynamique, plus volontaire, plus coordonnées et plus forte sur l'ensemble du territoire.

Quelques semaines plus tard, le 3 janvier 2006, le Parisien Val d'Oise a mis en avant une étude menée par un cabinet de notation indépendant qui classe 73^e sur 99 notre département du point de vue de sa gestion financière.

Après vérifications, il apparaît que cette agence « Public Evaluation System » est sérieuse, de part l'équipe dirigeante qui l'anime et de part les informations qu'elle utilise. Toutefois nous ne connaissons pas les données précises, car payantes, de la notation, mis à part cinq éléments qui expliquent cette note : la « rigidité », la « solvabilité », le « service de la dette », les « réalisations » et « l'évolution des taux de fiscalité ».

La majorité UMP-UDF va sûrement répondre à cette mauvaise note et aux interrogations que soulève l'évaluation de l'agence. Elle va sans nul doute répondre point après point aux éléments de notation, contestant la main sur le cœur les accusations de mauvaise gestion, mettant en avant ses choix politiques, ses choix financiers...

Toutefois, cette étude ne peut pas rester sans suite. Les valdoisiens méritent des éclaircissements mais il faut que ceux-ci soient produits dans la transparence et dans le respect de toutes les tendances politiques présentes au Conseil général du Val d'Oise.

Nous demandons donc que les éléments de cette analyse détenue par la majorité soient diffusés à tous les conseillers généraux et qu'un examen poussé de l'état des finances et des perspectives budgétaires de notre collectivité soit réalisé par la 1^{ère} commission de notre assemblée.

Didier Arnal
Président du groupe